

RÉDACTION
ADMINISTRATION
BUREAU DES ABONNEMENTS
 Imprimerie Suisse Catholique
 Fribourg (Suisse)

ABONNEMENTS
 Suisse Fr. 2.50 6.— 10.— 20.—
 Étranger 4.— 10.— 19.— 38.—
 Tous les bureaux de poste se chargent de percevoir le prix d'abonnement moyennant une surtaxe de 20 centimes.
 Compte de chèques postal 114.54.
 O. L. X.

LA LIBERTÉ

Journal politique, religieux, social

ANNONCES
Publicitas
 S. A. SUISSE DE PUBLICITÉ
 Rue Saint-Pierre
 FRIBOURG
PRIX DES ANNONCES
 Canton (1^{re} insertion 20 cent.) la ligne
 Suisse 15 s. 15 s. 15 s.
 Étranger 30 s. 30 s. 30 s.
 M. V. X.

Écritable
 ge anglais
 de Fribourg
 staires qui ont actuelle-
 partements à louer sont
 annoncer sans retard à
 Ville, au bureau N° 2.
 LA DIRECTION
 LA POLICE LOCALE.



BELLEVUE
 aux Sociétés et aux familles
 la campagne.
 embragé. Bonne consommation
 froide.
 de Beauregard
 manches en cas de beau

CONCERT
 au jardin
 ENGLER.

vente de bois
 de chantier
 matériel de bureau

de la faillite Dumas et C^o
 sera aux enchères publiques,
 comptant, mardi 27 juillet
 heures du matin,
 un stock considérable de
 potées, lattes litteaux, bois
 de charbonnage, bois de cais-
 sions et de toute essence,
 ainsi que du chédail, compre-
 à ressorts, divers articles
 hache-paille, bêche, outil-
 lage de chantier, dont le
 g à énumérer. On commen-
 le matériel de bureau qui
 chine à écrire Underwood,
 euler, un téléphone d'usine
 etc.
 désirent visiter, les jours
 res, les objets exposés en
 resser à M. Ch. Bumbach,
 et 1920.
 Préposé aux faillites :
 Georges BONJOUR

POSITION
 DE
on Economique
 de Montbenon
 SANNE
 le 25 juillet
 50 centimes

LLA
 éventuellement à achie-
 12 à 15 chambres.
FROSSARD, Agence
 des Epouses, 138,
 phone 2.60
DÉLICIEUX
PERSIERS
 eau gazeuse
 DES APÉRITIFS

Nouvelles du jour

Après la conférence de Spa. Un malheur dans la famille royale de Prusse. Le renouvellement du traité anglo-japonais.

Il faut s'attendre à ce qu'aucun pays ne soit satisfait des résultats de la conférence de Spa. Les délégués seuls s'en disent très satisfaits. Ils ont fait pour le mieux et obtenu le plus possible, ce dont personne ne doute.

Mais, en France, on est mécontent qu'on ait permis aux Allemands de faire des réserves et d'entamer ainsi l'intégrité d'un traité; on y est mécontent encore que M. Lloyd George ait imposé sa volonté que la France n'exigeât pas les livraisons de charbon au prix du marché allemand intérieur.

A Berlin, on estime que M. Fehrenbach et M. Simons ont accepté des conditions impossibles à remplir. Si ce mouvement de mauvaise humeur s'accentue, ainsi qu'il est probable, il pourrait exiger la démission de ces deux grands négociateurs, dont les Alliés ont éprouvé le bon vouloir.

Une triste nouvelle est arrivée de Berlin : celle du suicide du prince Joachim de Prusse, fils cadet de Guillaume II. Le prince Joachim s'est donné la mort dans une crise de neurasthénie, à la suite de troubles intellectuels provoqués par des causes, que la dépêche ne précise pas. Mais on peut deviner qu'il s'agit de l'effondrement de la fortune impériale, au point de vue politique et au point de vue matériel.

De fortes convictions chrétiennes donnent seules le courage de surmonter de pareils coups du sort. L'exemple de l'impératrice Eugénie, restée profondément croyante, le prouve, par un contraste tout à la gloire de notre religion.

Ceux qui sont partisans de la Société des nations ne se dissimulent pas que cette institution ne rendra peut-être pas tout ce qu'on en espère. Mais leur excellent idéalisme n'en dit pas moins : « Il faut essayer. » On accepte que, à côté de leur opinion, le maréchal Foch ait pu prononcer : « Je ne crois pas que la Société des nations puisse assurer la paix et la sécurité de la France », car Foch a en mains un instrument qu'il juge préférable : celui de la force; il emploiera donc l'un, qu'il sait manier, à défaut de l'autre, auquel il ne croit guère.

Néanmoins, il faut que l'opinion s'habitue à l'idée de finer de la Société des nations tout ce qu'elle peut fournir, car, pour assurer la paix, il n'est pas encore de moyen meilleur dans les limites de la paix générale. Cette Ligue vient de remporter un succès éclatant, que les négociations de Spa ont, malheureusement, relégué dans l'ombre. Il s'agit de l'Angleterre et du Japon.

En 1902, avait été conclue l'alliance anglo-japonaise, dans laquelle la Grande-Bretagne, en vue de ne pas froisser les États-Unis, avait limité le concours militaire au cas où l'une des parties contractantes serait attaquée par plusieurs États. D'une façon concrète et pour viser la probabilité la plus vraie, cela signifiait que l'Angleterre ne défendrait pas le Japon contre les États-Unis.

Quand le traité fut renouvelé, le 12 août 1905, on abolit cette clause, qui ne satisfaisait pas, au point voulu, les États-Unis. On stipula que l'Angleterre et le Japon se promettaient de se soutenir contre toute agression non provoquée, fût-elle le fait d'une seule puissance. Cela restait encore tout à l'avantage des États-Unis, parce que, de plus en plus, la bataille du Pacifique, dont on parle depuis si longtemps, était envisagée comme devant être provoquée par le Japon.

Les petits Jaunes comprennent bien que les Anglais ne les soutiendraient pas contre les États-Unis. Ils sont assez dissimulés pour n'avoir rien fait paraître de leur dépit; à tout prix, ils ne voulaient pas être soupçonnés de pouvoir devenir les agresseurs.

En 1911, le 13 juillet, renouvellement du

traité et nouveau leur diplomatie de la part de l'Angleterre, qui introduit une clause stipulant qu'aucune des parties contractantes n'assumait l'obligation de faire la guerre à une puissance avec laquelle elle aurait signé un traité d'arbitrage général. C'est que, précisément, l'Angleterre avait signé, à l'insu du Japon, un traité d'arbitrage général avec les États-Unis.

Le traité de 1911, était conclu pour dix ans, et son dernier article établissait qu'il resterait en vigueur pour une année si, douze mois auparavant, il n'avait pas été dénoncé.

Il fallait donc, avant le 13 de ce mois de juillet, que la partie qui n'en voulait plus le dénonçât.

Les pourparlers qui ont eu lieu dans la première quinzaine de ce mois ont abouti à constater que les deux parties en voulaient encore et que, si des modifications étaient désirables, elles pouvaient être préparées et acceptées d'ici au 13 juillet 1921, le traité demeurant valable jusqu'au 13 juillet 1922.

L'Angleterre n'a pas compromis ses intérêts vis-à-vis des États-Unis en prolongeant son traité avec le Japon; c'est une des lignes directrices de sa politique. Le Japon, dont le souci est de paraître modéré, pouvait masquer son ambition concernant les États-Unis jusqu'au moment où il se sentirait assez fort pour engager la lutte sans avoir besoin d'être soutenu. Mais l'Angleterre vient de lui jouer le bon tour de proposer de soumettre le traité à la Société des nations, pour qu'elle le fit sien en l'épurant de tout ce qui ne serait pas en harmonie avec son plan de pacification universelle.

La diplomatie de Tokio n'a pas pu esquiver une proposition si honnête bien que gênante pour l'aboutissement de ses plans.

L'habileté britannique a réussi à garder la race anglo-saxonne d'Amérique et du Royaume-Uni contre les entreprises de l'ambition japonaise, car, indubitablement, une victoire du Japon dans le Pacifique équivalait à une menace directe pour le Dominion d'Australie et à un ébranlement de l'hégémonie maritime de l'Angleterre. En même temps, les États-Unis se trouvent poussés indirectement à entrer dans un aréopage où il sera question d'eux, dans cette Société des nations dont l'autorité certaine s'accroît par le fait d'avoir à remanier un grand traité.

C'est ainsi que l'Angleterre, travaillant pour elle, contribue, cette fois-ci, à renforcer les garanties de paix que nous offre la Société des nations.

Les Alliés ont donné jusqu'au 27 juillet à minuit, aux Turcs pour signer le traité, les menaçant de les renvoyer en Asie si la signature n'est pas fournie avant l'expiration de ce délai.

Constataint que Fémir Faïçal, au lieu de venir s'expliquer à Paris, comme il l'annonçait, continue de troubler la Syrie et d'y gêner l'action française, le gouvernement de la France a autorisé le général Gouraud à opérer contre lui.

C'était, hier, 18 juillet, le cinquantenaire de la proclamation du dogme de l'infailibilité pontificale, le plus grand événement religieux du siècle dernier, auquel le monde catholique avait souscrit de tout cœur et avec infiniment d'amour.

L'armée bolchéviste
 Varsovie, 17 juillet.
 Dans la nuit du 5 juillet, le train par lequel le Commissaire civil en Volhynie, M. Minkiewicz, ancien ministre polonais de l'approvisionnement et de nombreux fonctionnaires, ainsi que l'état-major général ukrainien venaient de quitter Ploskiroff, a été attaqué par les bolchévistes et a déraillé. Le commissaire Minkiewicz a été probablement emmené prisonnier par les bolchévistes qui ont pillé le train abandonné sur les lieux de la catastrophe. Les bolchévistes attaquèrent également, dans le même endroit, un groupe d'évacués civils protégés par un faible détachement de soldats et ils se sont livrés à des atrocités. Quarante-six cadavres ont été retrouvés, massacrés et dépourillés. Parmi ces victimes, on a identifié le chef adjoint de la Croix-Rouge, Thadée Grocholski. L'identité de plusieurs autres victimes a pu être établie, car les visages ne constituent plus qu'une plaie; le nez et les oreilles ont été coupés. Six cadavres de femmes infirmes étaient affreusement mutilés. Plusieurs victimes avaient été brûlées vives et achevées à coups de revolver. On a pu établir que le détachement bolchéviste qui s'est rendu coupable de ces atrocités était parfaitement discipliné, c'est-à-dire qu'il a opéré méthodiquement, par ordre.

NOUVELLES DIVERSES
 M. Millerand accompagné de la délégation française, est arrivé samedi soir de Spa à Paris, enchanté de son voyage.
 La délégation allemande a quitté Spa samedi à 4 heures, saluée par les membres du gouvernement belge; le train est parti au milieu du plus grand silence.

La Pologne en danger

Londres, 18 juillet.
 D'après les télégrammes arrivés aux cercles polonais de Londres, le ressentiment des Polonais pour les conditions humiliantes d'amistice que M. Lloyd George prétend leur imposer, se tourne contre l'Angleterre, parce que la France et l'Italie sont restées étrangères à ces négociations.

D'après le correspondant du Times à Varsovie, il y a eu à la Diète une séance très agitée, dans laquelle le gouvernement refusa de discuter sur l'armistice avant que les conditions des bolchévistes fussent connues.

L'annonce de l'accord russo-lituanien suscite aussi une grande indignation. En effet, les deux districts de Vilna et de Kovno devraient passer à la Russie.

Le gouvernement polonais donnerait tout de suite sa démission s'il n'espérait pas pouvoir arriver à un arrangement satisfaisant des frontières du nord-est.

A Moscou, un important conseil de cabinet a été tenu pour discuter la question de la paix avec la Pologne.

Tandis que Tchitchine, ministre des affaires étrangères, se prononce en faveur d'une ouverture immédiate des négociations avec le gouvernement polonais, Troitzky, au contraire, aurait protesté violemment, déclarant que la paix ne pourra être signée que lorsque les Russes seront entrés à Varsovie.

Le correspondant à Moscou du Daily Herald a été informé par une haute personnalité militaire du bolchévisme russe que les rouges se rendent à Varsovie dans une semaine. Mais il y a encore une belle distance entre Varsovie et le front de combat, et, depuis quelques jours, la retraite polonaise s'effectue avec moins de précipitation.

Le même a prononcé des paroles très dédaigneuses à l'adresse du gouvernement anglais : « Nous ne craignons pas, a-t-il dit, l'envoi de munitions aux Polonais. Nous espérons que les ouvriers anglais songeront à faire cesser ces envois. Si les Anglais croient pouvoir nous balancer, ils se trompent grossièrement. Les Russes sont des diplomates qui veulent des réalités en échange de réalités. »

De son côté, le journal Pravda, l'organe des bolchévistes, déclare dans un article éditorial, que la proposition de paix de M. Lloyd George arrive trop tard :

« Pendant tout le temps où la Pologne attaquait et avait l'avantage sur les Russes, rien n'a été fait pour l'arrêter. Maintenant qu'elle est battue, les impérialistes occidentaux se précipitent pour la sauver. Les ouvriers et les paysans russes savent ce que valent leurs promesses. D'ailleurs, on ne pourra avoir de paix décisive tant qu'il existera une Pologne bolchéviste et capitaliste. La paix devra être conclue à Varsovie entre un gouvernement des soviets russe. »

Les décisions de Spa discutées à Berlin
 Berlin, 19 juillet.
 (Officiel.) — Le cabinet s'est réuni dimanche après midi, en séance à laquelle participèrent les ministres revenus de Spa. Le programme que voici a été arrêté pour ces prochains jours : Aujourd'hui lundi et demain mardi, le cabinet entendra les rapports sur les décisions de Spa. Une séance de la commission du Reichstag pour les affaires étrangères, est prévue pour mardi. Mercredi, les présidents de cabinet des pays confédérés seront invités à une réunion. Jeudi, le conseil économique du Reich examinera les questions économiques.

Berlin, 19 juillet.
 (Officiel.) — A son arrivée de Spa, le ministre des affaires étrangères du Reich, Dr Simons, s'est rendu de la gare auprès du président du Reich pour lui présenter un rapport. Plus tard, le vice-président du cabinet du Reich, le ministre de la justice, Dr Heinze, s'est rendu auprès du président du Reich.

M. Millerand chez M. Desohanel
 Rambouillet, 18 juillet.
 M. Millerand est arrivé à 15 heures 30 au château de Rambouillet, où il a été reçu aussitôt par le président de la République. Au cours de l'entretien, qui a duré trois quarts d'heure, M. Millerand a rendu compte à M. Deschanel des délibérations de Spa.

Le président de la République et M^{me} Deschanel ont ensuite offert un déjeuner au président du Conseil, qui est reparti pour Paris en emportant de sa visite au président de la République la meilleure impression.

Quatrième candidat aux États-Unis
 La convention du nouveau Parti américain, qui s'est donné le nom de Parti des ouvriers et des paysans, a choisi définitivement comme son candidat à la présidence des États-Unis un avoué de Salt-Lake-City, nommé Christensen.

Parmi les candidats qui avaient été proposés, on relève le nom du socialiste révolutionnaire Debs, qui purge actuellement une peine de prison, et celui de M. Henri Ford, le grand industriel fabricant d'automobiles.

La Turquie et le traité de paix
 Milan, 17 juillet.
 Un télégramme de Constantinople au Corriere della Sera annonce que le grand-vizir est arrivé à Constantinople le 14 juillet et qu'il a immédiatement eu un entretien avec le sultan, à qui il exposa la situation. On croit que la question de la signature du traité de paix sera soumise au conseil de la couronne, auquel les délégués demanderont des instructions précises, car on craint qu'un refus n'entraîne le pays dans une nouvelle guerre et ne cause une avance des troupes grecques, d'où il résulterait peut-être la perte de Constantinople.

Les prisonniers de Sibirie
 Le gouvernement des soviets à Moscou vient d'autoriser l'autorisation demandée par les autorités sibériennes de faire évacuer les prisonniers se trouvant dans l'intérieur de la Sibirie sur Vladivostok par l'intermédiaire de la mission du Comité international de la Croix-Rouge.

Selon les nouvelles arrivées de Moscou le 28 juin, le docteur Montanion, délégué du Comité international de la Croix-Rouge, qui était parti de Vladivostok en juin, est arrivé à Vendouïnsk, à l'ouest du lac Baïkal.

L'attitude de M. Lloyd George à Spa

Paris, 18 juillet.
 Le Petit Parisien donne les précisions suivantes sur le rôle des alliés anglais et italiens dans les discussions qui ont précédé l'accord sur la question du charbon.

Il est impossible de dissimuler que c'est à l'irréductible opposition de M. Lloyd George que M. Millerand s'est heurté lorsqu'il a proposé que, conformément au traité de Versailles, le charbon allemand fût livré au prix intérieur du Reich.

Le Premier anglais a soutenu que cette livraison ne pouvait faire l'objet d'un gain et il a combattu avec véhémence pour la substitution du prix mondial au prix intérieur allemand. Il alla même jusqu'à annoncer son départ si la France n'entraînait pas dans ses vues.

Le comte Storza qui, au nom de l'Italie, désirait tout autant que M. Millerand éviter de payer à l'Allemagne le prix fort, tenta de conjurer la rupture en proposant un versement de 5 marks or par tonne ou de 12 à 14 fr. papier.

Ce projet fut renvoyé aux experts, qui se déclarèrent unanimes à remplacer la fourniture en vivres par le paiement en espèces.

Ce fut alors que le projet d'avances à l'Allemagne sous forme d'emprunt fut envisagé.

M. Lloyd George ne se tint pas pour satisfait. Il fit alors suggérer de fournir en vivres, aux Allemands, la différence restant entre le prix intérieur et le prix fort.

Manifestations à Berlin
 Berlin, 17 juillet.
 D'après l'instruction poursuivie contre l'individu qui enlève le drapeau français de l'ambassade de France, il ressort que l'auteur a agi de son propre mouvement sans aucune influence extérieure. Ce n'est que par hasard qu'il se trouva sur les lieux.

Berlin, 18 juillet.
 D'après le Lokal Anzeiger, le major Baupf, chef de la première division de la police de sûreté berlinoise, qui a été reconnu comme l'un des principaux coupables dans l'incident du 14 juillet devant l'ambassade française, a été congédié. Il en a été de même pour les autres fonctionnaires de la police de sûreté.

Berlin, 17 juillet.
 Des manifestations ont eu lieu vendredi soir devant l'ambassade de France à Berlin. Vers 7 heures, une grande foule dans laquelle se trouvaient un grand nombre d'étudiants se rassemblait sur la Pariserplatz. La foule échauffée des chants patriotiques et proféra des menaces contre la France. La police de sûreté parvint finalement à disperser les manifestants.

Lénine à Bela Kun
 Prague, 18 juillet.
 La Tribuna publie une lettre autographe de Lénine à Bela Kun où il est recommandé de s'abstenir de faire de la propagande bolchéviste dans les États nationalistes, notamment en Tcheco-Slovaquie et en Roumanie, pour éviter la conjuration réactionnaire à laquelle semble travailler la Hongrie. Lénine dit que la Russie soviétique ne pense pas poursuivre la campagne lorsque la Pologne sera défait.

Le foyer de la révolution universelle sera désormais l'Inde, où les soldats indiens remettent leurs armes et leurs munitions aux indigènes. (12)

Les Soviétistes et l'Angleterre
 Londres, 17 juillet.
 Le Times croit savoir qu'en raison du développement des récents événements, le départ de M. Krassin de Moscou sera peut-être retardé de quelques jours. Le gouvernement britannique est opposé à un choix de Brest-Litovsk indiqué par les Soviets, comme lieu de réunion pour la conférence de la paix polono-russe.

La dépouille mortelle de l'impératrice Eugénie
 Southampton, 18 juillet.
 (Havas.) — La dépouille mortelle de l'impératrice Eugénie est arrivée en Angleterre. Des fusiliers marins ont rendu les honneurs. Le cercueil a été transféré sur un affût de canon et déposé dans la crypte de la chapelle Saint-Michel, de Farnborough, en présence d'une foule très nombreuse et recueillie.

En Irlande

Londres, 19 juillet. (Havas.) — Douze individus se sont introduits samedi, à 23 heures, dans le club régional de Cork. Ils ont tué à coups de fusil le commissaire de police, le colonel Smith qui se trouvait dans le fumoir, et ont blessé légèrement un inspecteur de police.

Les affaires d'Egypte

Le Caire, 17 juillet. (Officiel.) — Abdel Almas bey, secrétaire de la délégation nationaliste et 23 autres individus comparaitront le 21 juillet prochain, devant le tribunal militaire. Ils sont accusés de faire partie d'une société de vengeance ayant pour but la déposition du sultan, le renversement du gouvernement, la fomentation de désordres, l'incitation au meurtre, la distribution d'armes, l'assassinat du sultan. D'autres personnalités comparaitront aussi devant le tribunal militaire.

Le suicide du prince Joachim de Prusse

Potsdam, 18 juillet. (Wolff.) — Dans un accès de violente neurasthénie et de troubles mentaux dus à des difficultés d'ordre général et personnel, le prince Joachim de Prusse, le plus jeune fils de l'empereur Guillaume II, s'est suicidé à Liegnitz. Il n'est pas mort sur le coup, mais il a succombé quelques instants après, dans la nuit de samedi à dimanche. Joachim-François-Humbert, né au château de Berlin le 17 décembre 1890, avait épousé le 31 mars 1916 Marie-Angustine d'Anhalt, dont il a eu un fils : Charles-François-Joseph.

Echos de partout

LE MORT MALGRÉ LUI

Le soldat américain Hermann Phillips, du 60^e régiment d'infanterie, fut blessé grièvement à Châteauneuf, le 23 juillet 1918 et recueilli par la Croix-Rouge allemande. Il guérit et fut renvoyé dans sa patrie, à Berceau, dans l'Illinois, où son père et sa mère le reçurent avec transports.

Mais, pendant ce temps, l'administration française portait Phillips parmi les morts et avait de son décès, avec pièces à l'appui, l'administration militaire américaine, qui, à son tour, notifia la famille nouvelle à M. Phillips père. Celui-ci n'y eut rien de son fils dans les bureaux pour dissiper l'erreur de l'administration. On se recruta très bien; on regarda curieusement celui qu'il présentait comme son fils, mais, après vérification minutieuse des pièces et confrontation de copieux dossiers, on déclara à M. Phillips père que son fils était bien mort et qu'on ne pouvait faire aucun état de l'existence du vivant qu'il prétendait être son enfant.

M. Phillips père renouvra vainement ses démarches; il fut débouté avec une opiniâtreté qui lassa sa persévérance.

Bien plus : dernièrement, M. Phillips père reçut l'avis que le corps de son fils, réclamé par les autorités militaires avec ceux des autres soldats américains tombés en Europe, était arrivé et que la famille devait l'aller chercher pour pouvoir à la sépulture.

M. Phillips père essaya encore de regimber; mais on lui signifia nettement qu'il encourrait de gros désagréments s'il n'obtempérait pas. Résigné, M. Phillips s'est incliné; son fils s'est mis en route pour New-York, d'où il est revenu récemment dans un fourgon funéraire son propre cadavre.

MOT DE LA FIN

— Papa, s'écria le petit Georges, je crois que je vais me marier !
— Que dis-tu, mon enfant ? répond le père tout fier de son fils : Tu veux te marier. Puis-je savoir avec qui ?
— Je veux me marier avec grand-maman.
— Ah ! c'est ainsi ! Alors, tu crois que je m'en vais te permettre d'épouser ma mère ?
— Et pourquoi pas ? Vous avez bien épousé la mienne !

La propagande des protestants d'Amérique

L'année passée déjà, on signalait l'effort que faisaient des protestants d'Amérique pour relever leurs œuvres et implanter leur religion chez les nations latines. Cet effort a redoublé et prend de grandes proportions. Certains Américains voudraient prendre la direction spirituelle de tous les peuples, encouragés par l'influence politique que leur pays eut sur l'univers à la fin de la grande guerre.

Il existe, dans le Nouveau Continent, une « Fédération des Eglises protestantes d'Amérique » qui embrasse actuellement trente-deux confessions diverses; plusieurs sont en rapport avec leurs coreligionnaires d'Europe et envoient de ce côté de l'Atlantique des secours considérables pour favoriser l'expansion protestante.

Dans son compte rendu pour l'année 1919, le Comité exécutif protestant américain signale une contradiction régnant en Amérique : d'une part, un esprit de secte intensifié et de l'autre, un besoin d'unité qui grandit de plus en plus; il signale aussi l'influence que la Fédération des Eglises a sur les différentes organisations du pays.

Cette Fédération a créé plusieurs organisations, parmi lesquelles il faut citer l'« Interchurch World Movement », qui est en quelque sorte le résumé de toutes les collaborations protestantes du monde entier, et dont le but est de se rendre compte des besoins des missions protestantes. On mobilisa, pour faire cette enquête, plus de trente sectes. Elle a révélé l'existence de 20,400 missionnaires protestants. Par ces recherches, on arriva à constater les forces respectives de chaque secte.

L'Interchurch World Movement recruta de nouveaux missionnaires et réussit à recueillir les fonds nécessaires pour parfaire la tâche qu'il s'était donnée. Il avoue son but de travailler à répandre le protestantisme. Pour cela, chaque secte aura une sphère d'action déterminée. Ainsi, par exemple, dans le Mexique, les prédicateurs s'adonnent à une lutte anticalholique intense.

Les protestants américains comptent parmi leurs protecteurs des milliardaires. La présence du Comité a été donnée à Robert Lausling, l'ex-ministre des affaires étrangères de Wilson; parmi les autres membres marquants, nous signalerons : Charles Hughes, ex-candidat à la présidence de la République et le gouverneur actuel du Maine, Carl Milliken. Ces protestants notaires n'ont pas tous la haine des catholiques mais ils ne font pas moins une grande propagande.

Comme les protestants pratiquants ne sont qu'au nombre de 25 millions, on décida de créer dans chaque centre un comité chargé de recruter toutes les personnes ne faisant partie d'aucune religion et considérées par le fait comme étant protestantes de cœur. Il y a actuellement aux Etats-Unis 53,368,241 individus enrôlés de cette façon. L'évêque méthodiste Anderson a adressé à toutes les Eglises protestantes une circulaire où il est dit : « Notre comité constate avec joie que nombre d'Eglises se livrent actuellement à une vaste propagande évangélique et donnent ainsi le spectacle d'un protestantisme uni et agissant... Nous insistons pour que ces influences se développent encore et se fortifient... Les méthodistes se sont engagés à convertir 1 million d'hommes par an. Et cependant les deux tiers de leurs églises sont fermées pendant des mois entiers par manque de pasteurs et de fidèles; leurs séminaires se vident; 12,000 temples sur les 17,000 que compte la secte n'ont pas le service du dimanche assuré; il serait donc plus naturel de commencer par convertir ses coreligionnaires avant de penser aux peuples corréligionnaires d'une autre religion. On cite à cet égard des faits très curieux : Black Rock est une petite ville de 3903 habitants. Sur ce total 390 n'ont aucune religion, 2285 se disent protestants, 1131 catholiques, 95 juifs et 2 bouddhistes. Sur les 2285 personnes protestantes, il y en a 1447 qui se déclarent d'une secte sans bien savoir la-

quelle; les 838 autres ne savent pas exactement ce qu'elles sont. Des 1447 qui se disent d'une secte, 633 seulement, appartenant à 18 religions différentes, vont au temple. Ce qui prouve une foi de plus que les protestants d'Amérique auraient assez à faire chez eux sans se mêler de venir recueillir en Europe des brebis qui appartiennent ou devraient appartenir à un autre berceau.

VOCATIONS SACERDOTALES

Soixante-huit officiers sont entrés, cette année-ci, à Paris, au séminaire de Saint-Sulpice. Rien ne peut nous donner plus de confiance dans le renouveau chrétien qui se manifeste au sein de la nation chevaleresque qu'il vit autre sainte Jeanne d'Arc et saint Louis.

On peut affirmer que le nombre, et plus encore la qualité des vocations sacerdotales, indiquent le niveau de l'esprit chrétien chez un peuple.

De nos jours, la situation du clergé n'a rien d'enviable. Beaucoup de prêtres n'ont que le strict nécessaire pour se nourrir très sommairement. Les ressources d'un prêtre sont normalement très inférieures à celles d'un simple ouvrier ou d'un modeste employé.

Du coup, le sacrifice devient grand pour celui qui n'hésite pas à embrasser la vocation sacerdotale. Il importe que les populations chrétiennes assurent à leurs prêtres une existence convenable, de façon que personne, ayant l'idée d'entrer dans la cléricature, n'en soit détourné par l'existence trop précaire qu'elle impose.

Le Mouvement social

Le congrès national italien d'études sociales

Ce congrès, convoqué par l'Union populaire italienne, aura lieu à Rome, du 4 au 9 octobre. L'ordre du jour porte les questions actuelles les plus brûlantes : la fonction sociale de la propriété (rapporteur, le P. Veronesi, de l'Université Grégorienne); les *tailfindia* et la grande propriété terrienne en Italie; les contrats agraires actuels; la petite propriété; le régime du salariat; la participation des travailleurs aux profits; la gestion et à la propriété des entreprises; les facteurs sociaux fondamentaux de la politique financière moderne; les conseils d'entreprises; les catholiques et les mouvements internationaux organisés; la morale catholique et les progrès économiques et sociaux.

Tous les rapporteurs font autorité. A côté du Père Veronesi, il y a les professeurs Tangorra, Boggiano, Marconini, Carrara, Caristi et Bettanini, les députés Martini et Milani, le P. Bruccoleri et Mgr Minoretti, évêque de Crema, ancien professeur au Séminaire de Lugano. C'est le troisième congrès social catholique italien; les deux premiers ont été tenus en 1892 (Gênes) et en 1896 (Padoue).

SOMMAIRE DES REVUES

Revue des deux Mondes, 15, rue de l'Université, Paris, 15 juillet : Les œurs gravitent : Charles Géniaux. — La fin d'une légende. La mission du maréchal Foch en Italie (octobre-novembre 1917). Sur les terrasses du jardin Marengo, Louis Bertrand. — Silhouettes contemporaines. VI. M. Georges Goyau, Fidus. — Le jour de gloire, François Porché. — L'Allemagne politique. I. Le nouveau pangermanisme, Edmond Vermeil. — Autour de la correspondance de Bossuet. VI. Les derniers actes de Bossuet à Metz, Alfred Réboul. — Revue scientifique. Le soleil et l'aimant terrestre, Charles Nordmann. — Revue musicale. Saint-Christophe. Così Fan Tutte, Camille Bélaigue. — Au conservatoire. Concours de tragédie et comédie, René Doumic. — Chronique de la quinzaine. Histoire politique, Raymond Poincaré. Prix de l'abonnement : un an, 92 fr., six mois, 47 fr., trois mois, 24 fr. 50. Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de chaque mois.

Confédération

Joffre à Genève

La remise du nouveau drapeau à la Société des volontaires suisses de Genève a donné lieu à une grande fête. Le matin, dans le jardin du Parc Léonard, le drapeau fut remis par le maréchal Joffre et le gouverneur de Lyon. Le général Marjoulet prononça des paroles émouvantes. Un banquet de 300 couverts a célébré la journée au Cercle des Vieux Genevois. Les autorités genevoises étaient officiellement représentées. Les maréchal Joffre, MM. Vuillemin, Paul Pétet, Perrenoud et Dusselber, ont pris la parole.

La Croix-Rouge

Samedi après midi, à l'hôtel des Bergues, à Genève, M. Luca Orsini Baroni, ministre d'Italie, a remis à M. Gustave Ador, président du comité international de la Croix-Rouge, la plus haute distinction de la Croix-Rouge italienne, la Croix du mérite. MM. d'Espagne et Serrier ont reçu la médaille d'or; M^{lle} Cramer, M^{lle} Desgouttes et Moynier, la médaille d'argent. Ces derniers sont membres du comité international.

Paquets pour l'étranger

Les personnes qui ont l'intention d'adresser des paquets de vivres à des parents ou amis habitant l'étranger devront préalablement s'enquérir dans les bureaux de postes des nouvelles conditions auxquelles est soumis l'envoi de ces paquets. Un nouveau règlement entrera en vigueur le 25 juillet.

Nouvelles financières

Les banques délibèrent

Le 16 juillet, sous la présidence de M. le conseiller fédéral Masy, le conseil de l'association suisse des banquiers s'est réuni avec les membres de la direction générale de la Banque nationale pour discuter la situation du marché financier. La conférence a constaté que le manque de capitaux donne lieu à de sérieuses craintes. Pour le moment, on ne juge pas nécessaire de prendre des mesures pour enrayer l'exportation des capitaux par le fait des réalisations pour le compte d'étrangers, mais on estime absolument nécessaire de faire de plus grandes économies, tant dans la Confédération que dans les cantons et les communes, pour conserver au pays les capitaux qui sont encore à notre disposition.

DANS NOS UNIVERSITÉS

On n'imprimera plus les thèses

En raison du renchérissement constant du papier et des frais d'impression, la faculté de philosophie de l'université de Bâle n'exigera plus, jusqu'à nouvel avis, l'impression des thèses qui lui seront présentées. La faculté fera connaître chaque année les dissertations qu'elle aura acceptées. Elle en remettra un certain nombre d'exemplaires à la bibliothèque de l'université de Bâle ainsi qu'à la bibliothèque nationale à Berne. Cette mesure n'a cependant qu'un caractère provisoire. On sait que d'autres universités suisses se sont également occupées de cette question, ou qu'elles devront s'en occuper bientôt.

LE CONGRÈS DES MINEURS

La Tribune de Genève apprend que le congrès international des mineurs, qui se réunira les 3, 4 et 5 août prochain, sera présidé par un Anglais, M. Robert Millie. La fédération internationale des mineurs groupe actuellement 6 millions d'adhérents. Près de 200 délégués prendront part au congrès. M. Hue, secrétaire général des mineurs allemands, qui vient de prendre part à la conférence de Spa, y assistera. Les Français présenteront un rapport pré-

conisant la nationalisation des mines. M. Jean Sigg, ancien conseiller national de Genève, est chargé de l'organisation du congrès.

FAITS DIVERS

SUISSE

L'assassinat de Wallirellen arrêté

On mande de Zurich que l'on a arrêté, samedi, l'assassin du commis de gare Kappeler. C'est un nommé Emanuel Hartinger, Bava-rois, né le 23 mai 1903, mécanicien d'automobile, élevé à Winterthur. Hartinger a été pris au moment où il offrait la montre de Kappeler à un préteur sur gages. Le préteur, reconnaissant la montre, appela un agent de police.

A la vue de la force publique, Hartinger s'arma d'un revolver et fit feu. Il manqua l'agent, qui put le maîtriser, à l'aide d'un autre agent. Arrivé au poste de police, l'assassin s'empara d'un revolver qui se trouvait sur une table, tenta de tirer encore une fois, mais le coup ne partit pas. Hartinger fut fouillé. On trouva sur lui, outre la montre de Kappeler et sa chaîne, un revolver chargé avec la même munition que celle qui servit à tuer Kappeler. Hartinger prétendit d'abord qu'il tenait ces objets d'un autre individu, qui lui avait dit être le meurtrier de Kappeler. On eut bien vite la preuve, que Hartinger mentait. Là-dessus, l'accusé fit des aveux. Il dit qu'il avait voulu aller, le dimanche 10 juillet, à Winterthur à pied. Arrivé près de Schwamendingen, il en avait eu assez et l'intention lui vint de s'emparer du premier vélo qu'il rencontrerait. A ce moment, Kappeler survint, et comme il ne voulait pas lui donner son vélo, Hartinger le tua. Après avoir fait quelques mètres, le misérable revint sur ses pas et vida les poches de sa victime.

Ce récit est naturellement sujet à caution. Mme Marguerite Fuchs, 22 ans, habitante à Lausanne, a fait dimanche, la traversée du lac Lemman à la nage d'Evian à la rive vaudoise.

Accident d'automobile

Près de Sankel-Gaßen-Kappel, une automobile portant des excursionnistes genevois a tué un enfant de six mois, puis a versé dans un ravin. Une dame et une jeune fille ont eu des lésions internes.

Enfant noyé

A Grandson, l'enfant André Bagnon, fils du surveillant de l'établissement de pisciculture de la Poissine, s'est noyé dans l'étang de la pisciculture.

SOCIÉTÉS DE FRIBOURG

Société de gymnastique des hommes. — Ce soir lundi, à 8 h. 1/2, leçon à la halle.

Marché de Fribourg

Prix du marché du samedi 17 juillet 1920 : Œufs, 2 pour 65 centimes. Pommes de terre, les 5 litres, 50 cent. Pommes de terre nouvelles, les 5 lit., 80-90 cent. Choux, la pièce, 30-50 c. Choux-fleurs, la pièce, 40-80 cent. Carottes, la boîte, 15-25 cent. Salade, les 2 litres, 10 cent. Pois, les 2 lit., 60-70 cent. Haricots, les 2 lit., 50-70 cent. Epinards, la portion, 20 cent. Laitue, les 2 litres, 45 cent. Oignons, le paquet, 10-20 cent. Concombres, la pièce, 20-30 cent. Raves, le paquet, 10-20 cent. Côtes de bœuf, la boîte, 10 cent. Champignons, l'assiette, 30 cent. Rhubarbe, la boîte, 10-20 cent. Tomates, le kg., 70-80 cent. Pommes, diverses sortes, les 2 lit., 50-60 cent. Poires, diverses sortes, le kilo, 1 fr. 10. Cerises, le kilo, 60-80 cent. Myrtilles, le litre, 70-80 c. Fraises, le demi-litre, 1 fr. 10-1 fr. 20. Petites groseilles rouges, le kilo, 50-60 cent. Grosses groseilles, le litre, 25-30 cent. Framboises, le litre, 70-80 cent. Prunes, le 1/2 kilo, 60-70 cent. Raisin, le 1/2 kilo, 1 fr. 10. Abricots, le 1/2 kilo, 70-80 cent. Pêches, le 1/2 kilo, 80-90 cent. Citrons, la pièce, 10 cent.



L'inexplicable crime

Par Paul de Garrow et Henri de Montfort

— Voici, fit-il, un plan détaillé de cette partie de la forêt de Saint-Gemmain. Situez bien la position des acteurs de ce drame rapide. Comme vous pouvez vous en rendre compte, les avenues sont percées en lignes à peu près droites. Celle qui part de l'Étoile des neuf routes coupe, à angle droit, la route du Château du Val.

« L'ordonnance, lui, restait arrêté à deux cent cinquante mètres environ de ce croisement, c'est-à-dire au point de jonction de l'avenue des Loges et de la route du Val. Il vit son chef tourner sur la droite et se hâta de terminer sa réparation, ce qui demanda un temps minime.

Il remarqua, à peu de distance de ce carrefour, une masse sombre, étendue au milieu de la route. C'était le cadavre de mon fils. Je sais cela, Monsieur, et si vous n'avez rien de plus à m'apprendre...

— Mon père, intervint Jacqueline, soyez sûr que Monsieur Fougarras a ses motifs pour nous faire revivre l'épouvantable scène que nous connaissions trop bien, hélas !

— J'ai mes motifs, en effet, Mademoiselle, affirma Fougarras. Mais avant de m'expliquer, je dois d'abord rectifier une erreur qui s'est glissée dans les quelques mots prononcés par Monsieur le marquis. Le corps de votre frère ne se trouvait pas au milieu de l'avenue, mais bien sur la droite, sur l'extrême droite du chemin, tellement sur la droite, que le cadavre du cheval, défoncé par la violence du choc, avait été projeté dans le fossé. Jean Charmin, l'ordonnance, qui est censé être le premier témoin arrivé après le drame, a été très affirmatif dans sa déposition.

— Et en effet, fit Maître Labarbasu. Vous avez par là les rapports de police que je vous ai fait parvenir, Mademoiselle Jacqueline ?

— Moi aussi, fit la jeune fille, j'avais remarqué ce détail et on avait été stupéfié. Voici les procès-verbaux que vous demandez, mon cher Maître.

— Et se tournant vers le général : — Vous vous souvenez, mon père, que tout de suite après le premier récit de Charmin, je vous ai signalé que l'hypothèse de l'accident était difficile à soutenir.

même, est suffisamment douloureux. Admettons, en effet, Monsieur — il s'adressait maintenant à Isidore — que Charmin se soit rendu compte exactement de la position du corps de mon malheureux fils...

Le vieillard dut s'interrompre en prononçant ces mots, ses dents claquaient, un frisson nerveux le secouait tout entier.

— Je conçois votre émotion, se hâta de dire Fougarras. Voulez-vous vous reposer un instant avant de poursuivre ce pénible entretien ?

— Non, Monsieur, répondit le marquis en se raidissant pour se maîtriser. Il faut en terminer. Je voulais vous faire observer que, si mon fils tenait rigoureusement sa droite, il a fallu pour que le choc se produisît, que le conducteur de l'auto tînt sa gauche. Ce chauffeur était donc particulièrement en fautive; quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'il ait pris la fuite ?

— Si vous avez remarqué ce que j'ai dit tout à l'heure, répliqua poliment Isidore, vous vous souviendrez, Monsieur le Marquis, que j'ai prononcé ces mots ou leur équivalent : « Jean Charmin qui est censé être le premier témoin... »

— Mais je l'ai remarqué, moi, s'écria Jacqueline. Vous voulez donc dire qu'il y a d'autres témoins que Charmin ?

lequel eut lieu dans une avenue à ce moment-là déseverte; et ce garçon est le premier qui soit arrivé sur les lieux après l'accroissement du crime. Voilà pourquoi la police officielle s'est contentée des suppositions que vous connaissez et qui, glissa-t-il, semblaient correspondre au désir de la famille de la victime.

Le coup porta. Le général se souleva de son siège et doutoyant Isidore : — J'avais accepté la version de l'accident comme la plus plausible, prononça-t-il d'une voix forte, son ancienne voix de commandement. Comment supposer, en effet, un crime et un crime prémédité ?

— C'est pourtant un crime prémédité, assura l'agent de police.

— Prouvez-le; nommez le coupable, et je jure que Maréchal sera vengé.

— Très bien, mon père ! s'écria Jacqueline. Oui, il faut que le misérable qui a assassiné mon frère soit puni. Vous voyez bien que mes pressentiments me servaient pas trompés ?

— Ce meurtrier, vous le connaissez sans doute, demanda Maître Labarbasu, vivement ému lui aussi par cette scène.

— Hélas ! non, répondit Fougarras.

— Ah ! fit le marquis avec une intonation bizarre.

« Vous n'avez pas lu les annonces ces jours derniers ? Non. Cela ne me surprend pas, mais si, par hasard, vous y avez jeté un coup d'œil, vous auriez vu tous les jours une petite annonce rédigée par moi et s'adressant aux promeneurs qui pouvaient se trouver dans la forêt de Saint-Gemmain le 10 mai et circuler dans la position comprise entre la Terrasse, l'avenue des Loges et le Château du Val.

« Le résultat de cette publicité intensive, c'est que j'ai retrouvé, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, trois personnes qui ont assisté de visu à ce qu'il vous s'agit d'appeler un accident, Monsieur le marquis. »

« Il y avait dans cette fin de phrase une ironie que Jacqueline discerna sans en bien comprendre le motif. Elle pensa que l'agent se trouvait vexé de la ténacité avec laquelle le général se cramponnait à la version de la police officielle.

(A suivre.)

Publications nouvelles

Schweizer Sport. Imprimerie Frobenius, Bâle. Prix : 2 fr. 50. Le numéro 3 de cette superbe revue sportive est consacré principalement à l'Engadine, dont elle reproduit, en planches magnifiques, les sites les plus fameux.

FR

Séance du 17 membres de la Institut agricole

MM. Auguste Lutz, gérant, à C. Mémères; Louis Eugène Chalon, Boschung, conse Oscar Genoud, Saint-Denis; P. A. vaux; Gustave D.

Communiqué d. Demain, mercre

retourneront à 1 h. du cortège, dont l. cuses avec Lausanne Grandtruc, rue de des Cordeilles. Comme celle fête 4914, par suite de guerre a suscité, que les habitants parcourent du cort à exhausser l'heu de l'enfance en on d'ordiflammes, etc.

Samedi soir, à produit dans les Site, où l'on avait bure. Les dégâts

Ce soir, mardi, Grenette, 15^o et Conservatoire (6^o M. Stocklin et de

Publicat

Les transports au (1914-1918), fra Prix : 7 francs. C^o, 8, rue Gar

Le maréchal Fo la première fois donner un témoin cette étude on propos de quelq

risques du dével vice automobile. L'emploi des grands transports été uno des plus de la dernière gu de la Marne, ce f suite été alors d' matériel avait été historique des tran apparaissait-elle, indispensable à q de la mêlée épiqu ments qu'elle com que n'importe qu écrire cette œuvre qui fut, depuis le ture de la paix, d' directeur des armées » et qui s plus clairs espr français.

La grande aventure tel dans la dépla lippe Bonau-Vari 6 francs. Librair Garancière, Paris

L'auteur, dont la consacrée au triom noma, nous dévoil des contre la France vre de Panama a été La lecture de ce l'attachant des roma

Libre d'atmosphère de la Suisse. Imp Georges Favon II et dressees ne contiend ressource une maison mais il possède une possible des produc de leur production tion. Il donne les maisons et cite ens fabrication.

Le nouvel horaire Bopp a paru, pri et C^o, Zurich. Indicateur très bi plet, indiquant toutes les pays environnan

Dr J. Hug, Die « Aus Natur und S. 84. 80 mit zahl Karten im Text, nebe zeichnung von Hans den Märjelensee. Co. — Geh. Fr. 1.50